

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et
en Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et
de Guadeloupe.
Pour la reconstruction
de la IV^{ème}
Internationale.

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

Licenciements, casse du droit
du travail, surexploitation
voilà le dialogue social! !

La conférence sociale de Hollande s'est ouverte lundi 19 octobre à Paris. Le président de la république a annoncé une réforme du droit du travail. Tout en disant *«qu'il ne s'agit pas de toucher aux principes du code du travail, à la durée légale du travail, au SMIC, au contrat de travail»*, il s'agira bien d'y toucher. IL est quand même très symbolique qu'au moment où s'ouvre cette "conférence sociale", la loi Macron sur le travail du dimanche vient de s'appliquer. Il sera possible à toute une série de commerces d'ouvrir les dimanches et de rester ouverts jusqu'à minuit ! A la poste, les facteurs travailleront le dimanche 20 décembre. C'est un premier pas vers le travail le dimanche. Tout aussi symbolique sont les nouvelles dispositions sur les retraites pouvant aller jusqu'à 64 ans... avec un système de bonus malus... qui ne sont en réalité que des malus malus. C'est la voie ouverte vers la retraite... à 64 ans tout simplement. Sur le travail du dimanche, des travailleurs ont été interviewés sur les chaînes de télé. Ceux qui acceptent de travailler le dimanche mettent en avant les primes qu'ils vont toucher. Et visiblement ce n'est pas de gaieté de coeur qu'ils ont accepté. Le but de la réforme du code du travail, comme celui de toutes les mesures sociales prises ces dernières années est de satisfaire les exigences du grand patronat. Ce dernier réclame de lever tous les obstacles à l'exploitation qu'il entend renforcer sur les travailleurs dans les entreprises. La contre partie très floue serait qu'il embaucherait si la tâche lui était facilitée. Mais facilités après facilités, le patronat ne donne rien. Hollande parle de "dialogue social" alors que lui même et son Premier ministre viennent de se livrer à un "monologue social" particulier en traitant les salariés d'Air France de voyous. Ils les ont traités comme de véritables criminels en envoyant leur police arrêter ces camarades à 6h du matin, chez eux. Ils n'ont pas eu un mot pour critiquer le plan de licenciement de 2900 salariés, et critiquer la violence des plans sociaux d'Air France. Tout ça parce que des dirigeants d'Air France ont eu leur chemise déchirée et ont du fuir la colère justifiée des salariés. Ce n'est qu'après que des délégués CGT aient refusé de serrer la main de Hollande que ce dernier a eu quelques mots vaguement critiques envers les patrons qui licencient. En Guadeloupe, les licenciements sont nombreux actuellement : 15 salariés de la chambre de commerce, 14 de l'hôtel St Georges de Saint Claude, 150 à l'hôtel Manganao, 49 bientôt au journal France Antilles. On parle de futurs licenciements à l'usine Gardel. Sur les plantations de banane, à la SCA Dumanoir, un plan de licenciement est mis en place. En Martinique plusieurs dizaines de licenciements ont eu lieu à l'hôtel Marouba et à l'Hotel Club de Trois Ilets. Le voilà le dialogue social, côté patronat : licencier et ensuite empocher les millions d'aides du crédit d'impôt, les millions de subventions, d'exonérations de charges sociales, d'aides de toutes sortes à l'embauche - sans embaucher. Il faut interdire les licenciements, qu'ils soient réels ou déguisés sous forme de suppressions de postes ! Les serveurs politiques du patronat, que ce soit Lurel, Chalus, Michaux Chevry, Penchard, Bernier, Marie Jeanne, Letchimy, Petit ou Montplaisir sont là pour faire accepter les sacrifices aux travailleurs. Avoir conscience de cela c'est déjà, pour les travailleurs, le début de la mobilisation. Ceux d'Air France ont montré leur colère. Chez des milliers d'autres travailleurs la colère est contenue pour l'instant. Mais tôt ou tard, elle explosera à la face des Hollande comme des Sarkozy et de leurs auxiliaires d'Outre-mer.

Guadeloupe La CGTG se mobilise contre l'attaque patronale
des riches Békés Despointes

La CGTG (Confédération Générale du Travail de Guadeloupe) fait face à une attaque patronale, en la personne des frères Despointes, actionnaires de la société SOPHYPER (Carrefour Milenis). Ces derniers se sont estimés diffamés par un tract par lequel la CGTG s'insurgeait contre un plan de licenciement de 28 travailleurs de l'entreprise. Pour rappeler que les Despointes avaient les moyens financiers de maintenir les emplois, la CGTG écrivait *«Despointes n'a qu'à prendre sur sa fortune personnelle pour éventuellement combler des pertes supposées, si tel est le cas»*. Et rappelait dans ce contexte que *«la famille Despointes a bâti toute sa fortune sur le traite négrière, l'économie de plantation et l'esclavage salariat.»*

La CGTG a été condamnée à un total de plus de 53 000 euros d'amende, en première instance, puis en appel. Les Despointes espèrent sans doute nuire au fonctionnement de la CGTG en l'attaquant au porte-monnaie. Cette offensive patronale soutenue par la justice n'est pas isolée. Pour s'attaquer plus librement aux travailleurs, il faut aussi lier les mains des syndicats. En France, les salariés d'Air France luttent contre un plan de 2900 suppressions de postes. Pour des chemises de DRH (directeur des ressources humaines) déchirées, six salariés ont été interpellés chez eux à 6h du matin et placés en



garde à vue, comme de dangereux criminels.

La CGTG, loin de se laisser déstabiliser par cette agression financière, organise sa riposte. Dans un premier temps, elle est intervenue auprès du tribunal d'instance pour réclamer un étalement du paiement de la condamnation. L'audience qui s'est déroulée le 6 octobre a donné lieu à un rassemblement d'une centaine de militants. L'avocat des Despointes, comme on pouvait s'y attendre, a fait part du refus de ses clients. Le délibéré sera rendu le 10 novembre. La CGTG appelle tous ceux qui sont révoltés par cette condamnation et les relents colonialistes de toute l'affaire à la soutenir. Des soutiens lui sont déjà parvenus sous diverses formes, de Guadeloupe, de France et de l'étranger.

Si patrons et justice se sentent autorisés à infliger une condamnation aussi lourde pour un tract, cela remet en question non seulement la liberté d'expression, mais l'existence même des syndicats de lutte de classe. Ne seront tolérés par les maîtres que ceux qui auront leur bénédiction ! C'est inacceptable !

Face à la violence croissante des licenciements, des bas salaires, de l'exploitation, les travailleurs n'ont aucun intérêt à rester passifs. La CGTG appelle ses syndiqués et tous les travailleurs conscients de la nécessité de réagir à une grève le mardi 3 novembre. Combat ouvrier s'associe à cet appel.

TOUS EN GRÈVE
LE MARDI
3 NOVEMBRE !

Martinique (LP Dillon) : La mobilisation a payé

Les vendredi 25 et lundi 28 septembre 2015, la communauté scolaire du Lycée professionnel de Dillon s'était mobilisée. Elle exigeait du rectorat de Martinique qu'il affecte sur un poste vacant depuis la rentrée dans cet établissement, un professeur initialement nommé dans l'académie de Versailles. En effet, 76 élèves répartis dans trois classes étaient privés de professeur et de cours depuis la

rentrée de septembre 2015. Selon le rectorat, ce qui lui était demandé n'était pas possible car ce professeur était attendu dans l'académie de Versailles. C'est pourtant ce même rectorat qui, le lundi 12, a informé le chef d'établissement que ce professeur était finalement affecté dans l'établissement. Est-ce parce que les personnels avaient clairement laissé entendre qu'ils se mobiliseraient à nouveau si

l'administration restait sourde et entêtée ? Fort possible. Informé tout de suite, le professeur a pu prendre en charge les élèves le jour même et constaté qu'il y était nommé à compter du... 1er septembre 2015. Sans la mobilisation, ministre, rectrice, préfet n'auraient pas bougé.

Rassemblement avec Combat ouvrier le Vendredi 6 novembre 2015 à 19h
au centre Rémy Nainsouta à Pointe-à-Pitre

50 années de lutte AUX CÔTÉS DES TRAVAILLEURS !
Témoignages, analyse politique sur ce demi-siècle, point politique sur notre campagne
électorale avec notre tête de liste Jean-Marie Nomertin.

Débat suivi d'un pot fraternel - VENEZ NOMBREUX

Martinique

Élections à la CTM.Quelques réactions entendues dans les quartiers populaires

Dans le cadre de la campagne pour l'élection à la Collectivité Territoriale de Martinique, des réunions chez l'habitant ont lieu autour de militants et sympathisants de Combat Ouvrier. Nous discutons avec les habitants dans les quartiers, sur les marchés, dans les entreprises. A ces occasions, nous entendons diverses réactions de la population pauvre. Il y a celles et ceux qui sont dégoûtés, écœurés d'assister quotidiennement à une concurrence entre les hommes et femmes des partis politiques traditionnels, tels que "Ensemble pour une Martinique nouvelle" dont le leader est Serge Letchimy et le "Gran Sanblé" dirigé par Alfred Marie-Jeanne. Ils nous disent que *«tous ces hommes politiques ne pensent qu'à leurs ambitions personnelles. Ils ne cherchent qu'une chose, obtenir des postes dans cette nouvelle collectivité. Ils ne sont pas encore élus qu'ils ne pensent qu'à*

eux, c'est-à-dire qu'ils nous ont déjà oubliés. Alors, ce n'est pas lorsqu'ils seront élus à la CTM qu'ils penseront à nous. Alors, je n'irai pas voter». D'autres affirment leur soutien soit à Marie-Jeanne soit à Letchimy et enfin d'autres encore nous encouragent et soutiennent notre camarade Ghislaine Joachim-Arnaud, ils nous disent que c'est elle qui a raison, parce qu'elle dit la vérité. Nous avons aussi eu l'occasion de discuter avec des militants du "Gran Sanblé" ou du PPM. Certains ne veulent rien entendre, mais d'autres sont mal à l'aise lorsque nous leur expliquons que leurs partis ou leurs organisations ne défendent pas les intérêts des travailleurs dans leurs déclarations à la radio et télévision et leur programme politique exposé dans les rassemblements. Nous leur disons que leurs dirigeants ne remettent pas en cause le

système capitaliste. Au cours de réunions organisées dans les entreprises, les discussions sont plus directes. Il y a ceux qui soutiennent l'un des deux camps politiques autour du PPM ou du MIM. Mais lorsque nous développons notre programme politique, Ils reconnaissent devant leurs collègues de travail que nous avons raison. Et certains travailleurs ne se gênent pas devant leurs collègues pour leur dire : *«S'il y avait beaucoup plus d'ouvriers qui soutenaient la liste de Combat Ouvrier, la liste du camp des travailleurs contre l'exploitation capitaliste, on ne serait pas dans cette situation de misère actuellement»*. En tout cas, cela montre qu'il y a bien une fraction de travailleurs et de pauvres qui comprennent notre programme politique et qui ne se font aucune illusion sur les belles paroles et promesses de tous les notables politiques.

Martinique

«Plus jamais ça» c'est combattre cette société qui engendre la violence

En Martinique, la violence, notamment celle de certains jeunes, fait encore une fois la une de l'actualité. Le 29 septembre, dans le foyer social Acise à Fort-de-France, une victime a reçu plusieurs coups de couteau à la joue et à l'oreille. Samedi 10 octobre, dans une discothèque du Lamentin, un vigile s'est fait tirer dessus deux fois et a été blessé au bras. Mercredi 14 octobre, aux abords d'un kiosque du quartier Montgérald à Fort-de-France, où des jeunes ont l'habitude de se rencontrer, un jeune de 26 ans a été tué par balles. Le lendemain, jeudi 15 octobre, au lycée professionnel Frantz-Fanon à Trinité, à l'intérieur d'une salle de classe, une expédition punitive de lycéens munis d'armes blanches a fait plusieurs blessés. L'un d'entre eux, touché gravement, a dû être transporté à l'hôpital en hélicoptère. Ce dernier fait de violence, en particulier, a provoqué de nombreuses réactions. Le maire, un représentant du rectorat, la vice-présidente de la Région, se sont déplacés dans



En sept. 2010, Teddy Léopoldie avait été tué à coups de couteaux à la sortie du lycée Lumina Sophie à Schoelcher

la journée. Mais quelles solutions les autorités, qui défendent la société telle qu'elle est, peuvent-elles proposer ? Cette société impose aujourd'hui le chômage à plus de la moitié de la jeunesse. De nombreux lycéens ont manifesté le lendemain à l'entrée de Frantz-Fanon, voulant s'exprimer contre la violence. De telles manifestations montrent qu'une grande partie de la jeunesse refuse la spirale de la violence imbécile et aveugle. Mais il ne peut pas suffire de crier «Plus

jamais ça». «Plus jamais ça» a déjà été, ces dernières années, le slogan principal de nombreuses manifestations à l'occasion de faits semblables, trop fréquents. Le chômage, les licenciements, l'inégalité sociale, forment une violence destructrice imposée par la société capitaliste à toute la jeunesse. Pour vraiment agir dans le sens de la générosité et du désir de ne pas céder à la violence inconsciente, c'est contre la violence sociale de la société capitaliste qu'il faut lutter.

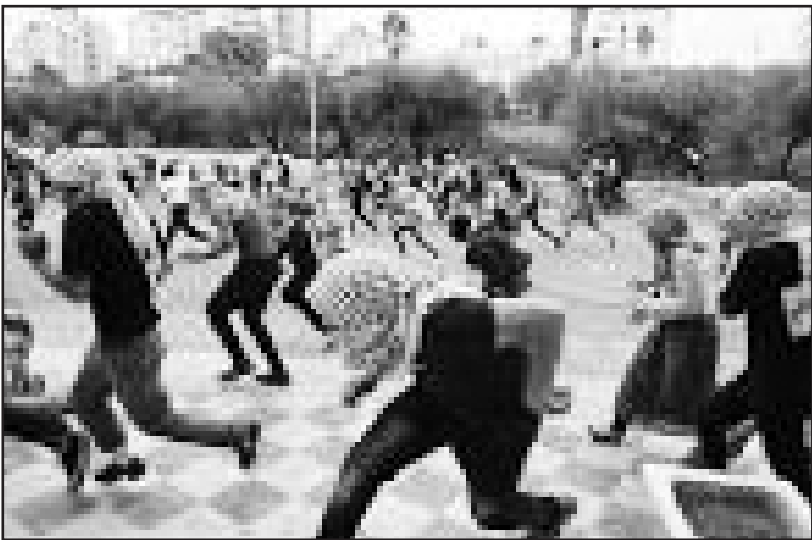
L'État veut attaquer la prime des fonctionnaires d'Outremer

Les fonctionnaires coûteraient trop cher. C'est ce que l'État rabâche régulièrement, surtout en cette période où le gouvernement s'attaque aux travailleurs pour faire des milliards d'euros d'économies. Après déjà quatre années de blocage, le gouvernement a encore gelé le point d'indice dans la fonction publique pour 2015 et 2016. Cela signifie que le salaire des fonctionnaires n'augmentera pas pendant encore deux ans. Ici, en plus de geler les salaires, les autorités veulent s'attaquer à la prime de 40% de vie chère que touchent les fonctionnaires. Ceci non plus n'est pas nouveau. La Cour des Comptes accuse les 40% de *«peser lourdement sur le budget de l'État et des*

collectivités territoriales» et propose de la réduire jusqu'à 14,8%. C'est une manière de préparer les fonctionnaires antillais, guyanais et réunionnais à l'idée qu'elle pourrait être carrément supprimée. Beaucoup plus que les hauts fonctionnaires, c'est aux travailleurs des plus petites catégories, aussi les plus nombreux, à qui l'on veut imposer ces sacrifices. Comme son nom l'indique, la prime de 40% de vie chère sert à pallier le coût élevé de la vie dans les territoires d'Outre-mer. Aujourd'hui encore, cette prime permet à de nombreuses familles des classes populaires de garder la tête hors de l'eau. Pour rappel, la prime de 40% n'a pas été donnée en cadeau. C'est en 1953, après une grève

de 62 jours déclenchée simultanément en Guadeloupe, Martinique, Guyane et Réunion, que les fonctionnaires locaux l'ont obtenu. Avant cela, seuls les fonctionnaires métropolitains venus travailler dans les DOM touchaient une indemnité d'éloignement de 40%, une indemnité de recrutement de 25% et une indemnité d'installation équivalente à six mois de salaire. En se battant pour cette prime, les fonctionnaires des Dom se battaient aussi contre les discriminations. Régulièrement, depuis une trentaine d'années, les gouvernements successifs ont tenté de supprimer les 40%. Jusqu'à maintenant, ils ont reculé devant la menace d'une mobilisation générale contre une telle décision.

Israël face à une troisième révolte généralisée



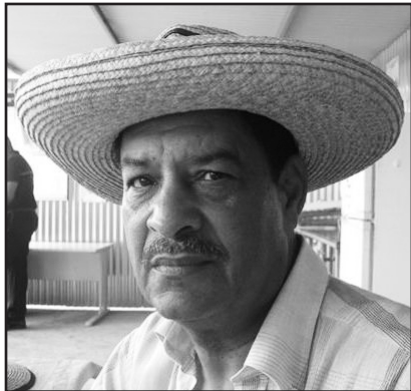
Depuis le 4 octobre, à Jérusalem et en Jordanie, des scènes de violence réapparaissent et rappellent celles des deux intifadas, de 1987 et de 2002. En plus des pierres et des armes des Palestiniens des territoires, les Palestiniens israéliens utilisent maintenant l'attaque au couteau. Ces derniers attaquent individuellement les militaires israéliens. En deux semaines, il y a eu sept morts du côté israélien et une trentaine du côté palestinien. Le gouvernement israélien répond par la force militaire, ce qui ne fait pas reculer tous les jeunes qui continuent d'attaquer. De nombreux Palestiniens sont arrêtés. Les quartiers palestiniens ont été

bouclés par la police. Le 5 octobre la bande de Gaza a été bombardée. Ces attaques ne font que renforcer la détermination des jeunes Palestiniens. Benjamin Netanyahou, le premier ministre israélien, continue de protéger les colons qui s'installent de plus en plus en Palestine. La communauté internationale reconnaît un état palestinien en paroles mais ne soutient pas réellement un territoire dont la population n'a cessé de se battre contre l'avancée des colons israéliens. Tant que les Palestiniens seront considérés par l'état d'Israël comme des étrangers dans leur propre pays, aucune paix réelle ne sera possible.

Martinique

Éric Hayot derrière Serge Letchimy

Eric Hayot a-t-il mangé son chapeau, ou plutôt le bakoua qu'il se plaît à arborer ? Toujours est-il que ce soutien de longue date de la droite martiniquaise vient d'annoncer soutenir Serge Letchimy pour l'élection à la CTM. Battu au Saint-Esprit aux dernières élections municipales, il tente peut-être de rebondir ainsi. L'ancien membre du RPR et de l'UMP rejoint donc Chantal Maignan et Christian Rapha du Parti Régionaliste Martiniquais (classé à droite) dans l'équipe de ceux qui disent vouloir ramer pour la victoire de la yole "Ensemble pour une Martinique Nouvelle" barrée par le dirigeant PPM. Si ces gens de droite se sentent



très à l'aise dans le soutien à Letchimy et ce dernier c'est qu'au fond il n'y a pas de différence fondamentale entre cette gauche là et la droite. Ils se retrouvent tous dans le même monde de notables à la recherche de postes.

Combat Ouvrier s'adresse à la jeunesse :

Réunion publique samedi 14 novembre à partir de 10h
Salle Rémy Nainsouta à Pointe-à-Pitre !

**POURQUOI LA JEUNESSE A INTÉRÊT À REJOINDRE
LES COMMUNISTES RÉVOLUTIONNAIRES
ET LE CAMP DES TRAVAILLEURS ?**

**Avec Jean Marie Nomertin, candidat de Combat Ouvrier
aux élections régionales des 6 et 13 décembre 2015.**

Martinique : RÉUNION PUBLIQUE

**Avec Ghislaine JOACHIM-ARNAUD
Tête de la liste COMBAT OUVRIER**

**Dimanche 15 novembre 2015 - 9H30
à l'AMEP 183 route de Redoute - FDF**

**Face au pouvoir du grand capital
Non aux notables, oui aux vrais défenseurs des travailleurs
et des exploités !**

Envoyons des travailleurs combattifs à la CTM !

Guadeloupe

PAWOL A TRAVAYÈ BANNANN
(Plantations en Lutte)

SCA DUMANOIR : INTERDISONS LES LICENCIEMENTS....
Dernièrement, à la prise du travail le géreur nous a appris qu'il y aurait bientôt des licenciements. Plus d'une dizaine sur la trentaine de travailleurs que compte la plantation. Les camarades ne lui ont pas fait le même coup que celui des employés d'Air France à certains responsables de la compagnie, mais....cela a été un coup, dur à admettre.

....UNIS NOUS AVONS LA FORCE DE NOUS OPPOSER À CE SALE COUP
Et comme à chaque fois que patrons et responsables veulent faire un sale coup aux travailleurs, ils commencent par chercher à les diviser : c'est ainsi que le géreur a prétendu que ce serait surtout les plus anciens qui seraient licenciés. Ne tombons pas dans ce piège, et surtout, ne nous laissons pas diviser. C'est seulement si nous sommes unis que nous aurons des chances de réussir à nous opposer au sale coup des Cabre, Delacaze et autres profiteurs...

BAVARDAGE PATRONAL D'UN CÔTÉ, LA DURE RÉALITE DE L'AUTRE
Alors qu'à la SCA-Dumanoir la direction sort un plan de licenciements, sur Guadeloupe Première Télé, T. Dembas vice-

président du groupement «Les Planteurs de Guadeloupe», prétend que le secteur banane va créer des emplois. Des centaines d'après lui. Mais en attendant il semble beaucoup "apprécier" la main d'œuvre à bon marché que sont les prisonniers, ainsi que nombre d'autres planteurs, car ce sont des emplois pour lesquels les patrons reçoivent des aides des pouvoirs publics. De plus ces travailleurs sont très souvent plus "soumis" aux pwofitation, compte tenu de leur situation.

NOUS DEVONS IMPOSER LES MÊMES CONDITIONS DE TRAVAIL SUR TOUTES LES PLANTATIONS
Par exemple, sur certaines plantations, le nombre de régimes de bananes à transporter pour toucher une journée est de 132, sur d'autres 150 et 110 sur quelques unes. Le nombre de sacs d'engrais à semer : 20 sur certaines et 24 sur d'autres et même plus ailleurs. Il en est de même pour les "cirés". Et c'est en permanence que les patrons cherchent à imposer une aggravation de nos conditions de travail. Pour mettre un frein à ces tentatives, il faut nous préparer à imposer les mêmes conditions de travail sur toutes les plantations. C'est à notre portée.

Guadeloupe

Beauport (Pays de la canne) en grève pour faire appliquer le droit

Depuis le vendredi 9 octobre, les 16 travailleurs du «Pays de la canne» sont en grève pour l'application d'un accord datant de 2010 visant à faire appliquer la convention collective du tourisme. Or, la société Geste qui gère le site n'a commencé à appliquer cette convention que depuis 2014... mais seulement selon la fantaisie de la directrice, Mme Troplent ! En particulier, elle ne compte que quatre années d'ancienneté pour nombre de salariés, alors qu'ils travaillent sur le site depuis plus de 10 ans, voire depuis 1999 pour certains ! Les travailleurs réclament leur requalification, l'augmentation du salaire de plusieurs d'entre eux. Ils protestent contre la dégradation de leurs conditions de travail et réclament plus de transparence de

la part des gestionnaires.

Mme Borel-Lincertin, présidente du Conseil général qui finance le site, n'a pas daigné répondre aux travailleurs qui ont pris contact avec elle. Quant à la direction, elle ne propose qu'une augmentation minime en échange du gel des salaires pour 5 ans ! Elle tente même depuis quelques semaines de diviser le personnel en accordant certaines revendications au personnel commercial et administratif (principalement des femmes), mais rien aux ouvriers du côté technique (surtout des hommes).

Heureusement, ces manœuvres ne prennent pas et pour le moment la grève est unanime et elle tient bon !

Guadeloupe

Solidarité avec Jocelyn Leborgne !

Le 27 octobre, Jocelyn Leborgne, dirigeant de l'UGTG et en particulier de sa branche Commerce, est convoqué devant la Cour d'appel de Basse-Terre. Il est poursuivi pour avoir refusé de se soumettre à un prélèvement d'ADN. Ce prélèvement a été exigé par les autorités suite à la condamnation de Leborgne en 2010, pour avoir écrit sur un mur «Votez UGTG» lors d'une campagne pour les élections prud'homales. En mai 2013, Leborgne avait été soutenu par un rassemblement important lors de son procès devant le tribunal de Pointe-à-Pitre.

Le tribunal l'avait relaxé. Mais le procureur, mécontent de cette décision, avait fait appel. C'est pour cela que Leborgne doit retourner au tribunal, à Basse-Terre, le 27 octobre à 8h30. Ce procès montre, une fois de plus, la volonté des autorités de criminaliser les militants syndicaux, que le premier ministre Valls qualifie maintenant de «voyous». Combat Ouvrier se déclare solidaire de Jocelyn Leborgne, comme de tous ceux qui sont traînés devant les tribunaux parce qu'ils s'opposent aux mauvais coups des gros patrons !

Nous publions ci-dessous les extraits d' un texte envoyé par nous au journal France Antilles en réponse à l'article de Nuissier et signé Jean-marie Nomertin

Il faut que les intellectuels cessent de se déshonorer

C'était prévisible. Les images du DRH d'Air France pris à partie par des travailleurs – des travailleurs dont il s'apprêtait à saccager tranquillement la vie – devaient forcément déclencher chez nous une réaction publique. Une voix «officielle» allait forcément vouloir en dire quelque chose... Et comme c'est souvent le cas dans ce genre de situation, c'est Errol Nuissier, spécialiste autoproclamé des fantasmes, qui s'y est collé (voir France Antilles du samedi 10 octobre 2015).

Les cadres dirigeants d'Air France qui ont aujourd'hui la sympathie d'Errol Nuissier ont mis de côté 119 millions d'euros pour leurs futures «retraites chapeau» : cela représente plus de la moitié des prétendues «pertes» d'Air France cette année ! Ils se sont voté des augmentations de salaire mirifiques : 72 % pour le PDG, 74 % pour le DRH. Ils ont joué et perdu en bourse des sommes gigantesques appartenant à l'entreprise. De cette façon, ils ont réussi l'exploit de mettre dans le rouge une compagnie dont, pourtant, le chiffre d'affaire augmente et dont les dépenses diminuent (notamment grâce à la baisse du prix du kérosène). En deux ans et demi, ils ont supprimé 8 000 emplois, imposé une augmentation du temps de travail à tous les personnels et gelé tous les salaires (tous sauf les leurs, bien évidemment). Les travailleurs d'Air France ont accepté ces sacrifices en échange de la promesse que cela sauverait les emplois restants. Jusqu'à ce qu'on leur annonce («à prendre ou à laisser», car il n'est nullement question de négociation ici), que 5 000 autres postes allaient être supprimés dont 2 900 en France. Face à une telle brutalité, une telle injustice, quel être humain n'aurait pas laissé éclater sa colère ?

Mais justement Nuissier a la plus grande difficulté à considérer les travailleurs et les pauvres comme des êtres humains à part entière. Et il a le mérite d'être assez clair : «*L'égalité ne peut intervenir entre deux personnes qui occupent des positions*

asymétriques. (...) Il faut faire un choix : soit l'on est dirigeant, soit l'on est salarié.» Et d'expliquer doctement qu'à cause de l'illusion du partenariat social, «*les agresseurs se sont sentis autorisés à violenter celui qu'ils percevaient comme un égal*»... Quelle erreur, de la part de simples «exécutants» de s'être crus l'égal d'un «décideur» ! Nuissier n'a qu'une seule chose à dire, noyée dans une dizaine de paragraphes d'autopromotion : l'idée «d'égalité» est dangereuse, car les pauvres pourraient se mettre à y croire...

Cette grande peur est aussi vieille que l'exploitation. Et dans notre société en panne, gangrénée par un chômage massif, une coterie de petits notables qui n'ont pour seule ambition que de fermer la porte du progrès derrière eux, s'y accrochent avec l'énergie du désespoir ! Les «sanctions judiciaires», les «sanctions administratives et judiciaires», le «temps des sanctions» sont nécessaires pleurniche et répète Errol Nuissier, mais surtout il faut selon lui que les exploités cessent de croire qu'ils sont les égaux des riches. C'est au nom de cette morale pervertie qu'un procureur a récemment volé au secours d'un Béké poursuivi pour des propos racistes en prétendant que tous les journalistes présents au procès avaient «mal entendu» le réquisitoire de son substitut. C'est aussi la raison pour laquelle il y a quelques années, Alain Huyghues Despointes, poursuivi pour avoir fait l'apologie de l'esclavage, n'a écopé que d'une peine minime. Et c'est pour cela qu'à l'inverse, la justice «locale» a bloqué les comptes en banque de la CGTG et de deux de ses militants pour avoir écrit la vérité dans un tract, à savoir que «*La famille Despointes a bâti sa fortune sur la traite négrière, l'économie de plantation et l'esclavage salarié*»...

Mais tous ces gens marchent à contre-courant de l'histoire. Le chemin est long, il y a des reculs momentanés, mais les inégalités et les injustices



finissent toujours par être battues en brèche. Avant il y avait l'esclavage. Maintenant il n'existe plus. Il y avait les privilèges légaux de la noblesse. Ils ont été abolis. Chez nous, il y a eu la confiscation du droit de vote par des préfectures qui organisaient la fraude électorale, le refus d'instaurer la Sécurité sociale malgré la départementalisation, les Smics au rabais, les «primes de chaleur» réservées aux seuls fonctionnaires blancs... Et ce sont à chaque fois, depuis des siècles, les explosions de colère des opprimés qui leur ont permis d'améliorer leur sort. Pour nous, communistes révolutionnaires, ils en ont le droit, y compris, un jour, celui d'exproprier la grande bourgeoisie et de prendre en main l'organisation de la société. En attendant, ceux qui ont le privilège d'être des intellectuels se doivent d'être du côté des opprimés et des exploités comme l'ont été, dans ces moments-là, les Aimé Césaire, les Rosan Girard et tant d'autres. Et ils se déshonorent quand, tel Nuissier, ils rivalisent de zèle pour flatter les exploiteurs.

Jean Marie Nomertin, Porte parole de Combat Ouvrier. Tête de liste de Combat ouvrier aux élections régionales des 6 et 3 décembre 2015

Face à la vérité historique de l'esclavage, France Antilles s'autocensure

Samedi 17 octobre, France Antilles a publié un texte signé par notre porte-parole Jean-Marie Nomertin (voir extraits ci-contre). Nous réagissons aux propos lamentables du «psychologue officiel» Errol Nuissier contre les grévistes d'Air France, mais surtout, nous appelions les intellectuels à ne pas se déshonorer comme lui par une attitude servile envers les riches et les puissants.

Dans la version originale de ce texte, nous rappelions que la CGTG et deux de ses militants ont été condamnés pour avoir écrit une simple vérité sur un tract, à savoir que «*La famille Despointes a bâti sa fortune sur la traite négrière, l'économie de*

plantation et l'esclavage salarié». La rédaction de France Antilles a censuré cette phrase, vraisemblablement en panique, puisqu'elle n'a même pas pris le temps de nous en avertir ou de nous demander une autre formulation (ce qui aurait été la moindre des choses).

Les juges qui ont condamné la CGTG se sont rendus coupables d'une atteinte grave contre la liberté d'expression, comme leurs prédécesseurs en avaient l'habitude «au bon vieux temps des colonies». S'il en fallait une preuve, la voilà : un journal qui a «pignon sur rue» recule devant la vérité historique. En effet, s'il en coûte 50 000 euros d'écrire cette

vérité sur un tract, quel journaliste, quel écrivain, quel historien pourra encore oser en parler ? Un documentaire comme Les derniers maîtres de la Martinique – celui-là même où Alain Huyghues Despointes faisait l'apologie de l'esclavage devant la caméra – pourrait-il encore être produit après ça ?

Les militants du mouvement ouvrier n'ont pas d'autre choix que de se battre contre ce jugement inique. Mais la récente reculade de France Antilles devrait convaincre aussi les intellectuels que c'est pour eux une question d'autodéfense que de rejoindre ce combat.

50 années de lutte aux côtés des travailleurs !



Il y a 50 ans, Le 16 novembre 1965, un groupe d'une demi-douzaine d'étudiants antillais créait le groupe trotskyste qui donna naissance à "Combat ouvrier". Il s'intitulait alors "ligue antillaise des travailleurs communistes".

Ces jeunes militaient aussi à l'AGEG, l'association générale des étudiants guadeloupéens, influencée à l'époque par l'organisation nationaliste et indépendantiste "GONG" (Groupe d'organisation nationale de la Guadeloupe). Le GONG, créé en 1963 était influencé à la fois par les idées maoïstes, castristes et celles des nationalistes algériens du FLN qui venaient d'obtenir leur indépendance contre le colonialisme français à l'issue d'une guerre de 7 années.

La date du 16 novembre 1965 est celle de la publication du "manifeste de la ligue". Mais depuis au moins deux ans, certains camarades étaient déjà à la recherche de la voie qu'ils affirmaient ce jour-là.

C'est en particulier Gérard Séné, décédé, qui fut le principal fondateur et animateur de ce groupe.

Ses propres lectures marxistes l'avaient emmené à se poser des questions et à remettre peu à peu en cause les programmes nationalistes qui triomphaient à l'époque dans les milieux étudiants. Les révolutions algérienne, cubaine, chinoise étaient les modèles à suivre pour toute une génération. Mais aucune d'elle ne mettaient en avant le rôle spécifique, primordial de la direction révolutionnaire par le prolétariat. Toutes devaient d'ailleurs déboucher par la suite sur des régimes dirigés par les bourgeoisies nationales de ces pays.

En s'affirmant communiste et trotskyste, ce groupe entendait rompre avec les idées nationalistes ou staliniennees véhiculées respectivement par le GONG et le Parti communiste guadeloupéen.

Il adopta les idées et l'étiquette trotskystes car c'est dans les textes écrits par Léon Trotsky, dirigeant de la révolution russe avec Lénine, qu'il trouva les vraies explications à la dégénérescence de l'état ouvrier soviétique. Par là-même Léon Trotsky s'opposait aux partis communistes stalinienens qui existaient un peu partout dans le monde.

Mais c'est la rencontre de Gérard Séné avec le groupe qui donna naissance à "Lutte Ouvrière", l'organisation d'Arlette Laguiller et de Nathalie Arthaud, qui fut déterminante. A l'époque, ce groupe était appelé du nom de son journal, "Voix ouvrière". Il était constitué de militants de "L'Union communiste" qui avait été fondé par David Korner (Barta) en 1939. Notamment figurait dans ce

groupe : Pierre Bois (Vick) qui avait dirigé la grève de Renault en 1947 et qui avait démontré que militer dans les entreprises et faire émerger dans les entreprises une autre voie que celle des communistes stalinienens du Parti communiste français était possible. Figurait aussi dans le groupe Voix ouvrière d'autres membres issus du groupe Barta, notamment Robert Barcia (Hardy).qui fut le principal dirigeant deVoix ouvrière puis de Lutte ouvrière de 1956 à 2009.

Le groupe antillais bénéficia de l'expérience de ces camarades. C'est à leur contact qu'il commença à apprendre les rudiments du militantisme en direction des travailleurs. C'est ainsi qu'une feuille écrite en créole : "gro-ka" fut éditée et distribuée aux travailleurs antillais de Paris puis de Lyon qui travaillaient nombreux à la Poste et dans les hôpitaux. (C'était la première fois qu'une publication populaire, ouvrière, était écrite en créole.) Un journal ronéotypé du nom de "Lutte Ouvrière" était publié chaque mois.

C'est en 1971 que le groupe décida de rentrer en Guadeloupe, d'abord, puis deux ans après en Martinique. C'est cette année-là que le groupe publia un nouveau journal du nom de Combat Ouvrier.

Nous publions ci dessous le manifeste de novembre 1965.

MANIFESTE

**AUX OUVRIERS,
AUX PAYSANS SANS TERRE,
AUX TRAVAILLEURS SANS EMPLOI,
AUX EXPLOITÉS,
ET À TOUS LES PAUVRES ET LES MISÉRABLES DES ANTILLES SOI-DISANT FRANÇAISES.**

Depuis trois siècles, notre pays est sous la domination directe et sanguinaire de l'impérialisme français. Depuis trois siècles, nous sommes colonisés, vassalisés, notre développement économique est paralysé par la pression de l'industrie française, notre culture nationale est anéantie et la citoyenneté française que l'on nous offre depuis 1946 ne sert en fait qu'à sucer notre sang. Cette citoyenneté n'est que duperie et ne fait que masquer l'appauvrissement de plus en plus grand de notre population au profit de l'impérialisme français. Dans le monde actuel, il n'est plus possible, nous ne pouvons plus accepter que nos îles continuent à appartenir non à ceux qui les habitent mais à des capitalistes et à des banquiers, fussent-ils à 7000 kilomètres.

Martinique et Guadeloupe, départements français, est une fiction à laquelle nous devons mettre fin.

D'autres peuples ont livré avant nous ce combat et l'ont livré victorieusement. Nous devons convaincre les hésitants,

rassembler les énergies et nous préparer à arracher notre indépendance politique, sociale et économique.

Les gendarmes et les CRS qui sont intervenus le 24 octobre à Sainte-Thérèse n'ont pas mis fin à une émeute ; ils ont assisté au début de l'indépendance des Antilles. Dans cette lutte, nous n'aurons pas à nous opposer seulement aux sbires et aux mercenaires de l'impérialisme, nous n'aurons pas seulement à vaincre nos propres hésitations, nous aurons aussi à combattre ceux qui, dans notre propre sein, se voient déjà les profiteurs, les dirigeants autochtones des Antilles indépendantes.

Notre lutte pour l'indépendance, c'est la lutte des classes pauvres de la population pour une vie meilleure. Ce n'est pas la lutte pour que les bourgeois antillais puissent profiter de leur commerce, sans craindre la concurrence impérialiste, pour que quelques médecins, avocats ou autres "élites" se retrouvent, plus tard, nantis de postes et de sinécures en nous prêchant le travail, la patience et l'espoir pour le XXIème siècle. Notre lutte pour l'indépendance, nous ne la menons pas pour remettre le pouvoir à qui que ce soit, mais pour, ouvriers, paysans pauvres, chômeurs, hommes, femmes, jeunes, l'exercer nous-mêmes. Nous aurons su nous battre, nous aurons su vaincre, nous saurons bien nous gouverner. Si les CRS français reprennent la mer, ce n'est pas pour voir à Sainte-Thérèse ou ailleurs d'autres CRS, fussent-ils de notre couleur.

En effet, beaucoup de gens qui savent bien parler, nous parlent d'indépendance en disant que nous, Antillais, nous sommes tous frères, tous unis, que ce qui compte, c'est uniquement de chasser l'impérialisme et après, de continuer à "bien nous entendre". Or nous savons que ce n'est pas vrai. Un riche et un pauvre ne pourront jamais s'entendre. Ils ne seront jamais aussi "indépendants" l'un que l'autre. À l'heure actuelle, il y en a d'ailleurs un des deux qui est plus colonisé que l'autre.

Si nous nous battons contre l'impérialisme, c'est parce que l'impérialisme a appauvri les Antilles. Les pauvres sont les plus nombreux, c'est eux qui fourniront le plus de combattants, c'est eux qui devront gouverner eux-mêmes.

Dans le monde actuel, il y a beaucoup de pays politiquement indépendants de l'impérialisme qui sont aussi pauvres que nous le sommes. Il y a des pays qui n'ont jamais été colonisés mais qui font quand même partie des nations prolétaires, des nations pauvres, des nations sous-développées. Ils ont l'avantage sur nous de ne pas avoir à subir l'oppression directe du colonisateur. Mais ils ont le regret aussi de subir ce qu'ils subissent de la part d'exploiteurs qu'ils ne peuvent pas haïr de la même façon. Pour certains même, il y a pire. Il y a le désespoir d'avoir lutté, d'avoir cru vaincre et de voir les misérables toujours aussi misérables, et les gouvernants devenir des cliques écartant les ouvriers et les paysans pauvres du pouvoir jusqu'à ce qu'une poignée de militaires les en écartent eux-mêmes.

Nous ne vivrons pas cela. Nous ne vivrons pas cela car nous construirons dans la lutte pour l'indépendance une organisation des travailleurs antillais qui sera à la tête de cette lutte et se donnera dans la lutte aussi bien qu'après la victoire, les moyens d'associer tous les travailleurs et tous les paysans pauvres à l'exercice du pouvoir.

C'est le but des révolutionnaires regroupés dans la Ligue Antillaise des Travailleurs Communistes. Nous sommes socialistes dans la tradition de Marx et des révolutionnaires russes de 1917. Le socialisme, c'est la mise en commun de toutes les forces productives, celles des nations riches comme celles des pauvres et l'utilisation de ces forces au profit de tous sans distinction de race ou de nationalité. Seuls les travailleurs sont capables d'arracher dans le monde entier les moyens de production, les usines gigantesques, les barrages, les mines, les chantiers, les voies ferrées, les compagnies de navigation ou d'aviation des mains des quelques parasites qui se les sont appropriés et qui exploitent le monde entier.

Le socialisme, nous ne le réaliserons pas dans les seules Antilles. Le socialisme, cela ne peut exister que d'un bout à l'autre de la Terre ou ne pas exister. Mais nous pouvons, nous travailleurs, faire en sorte que dans les Antilles libres, ce soient les travailleurs qui gouvernent et pas des exploitteurs ou des commis d'exploiteurs. Le socialisme exige d'abord cette condition. On ne peut y aller autrement.

Nous ne pouvons pas faire que les ouvriers américains ou les ouvriers français rompent avec leurs propres chaînes. Nous ne pouvons pas faire qu'ils construisent des partis révolutionnaires et soient capables d'abandonner leur routine, leur course au bien-être et leurs préjugés, pour construire, en détruisant les bastions impérialistes, un monde meilleur pour eux-mêmes et pour l'humanité toute entière. Nous ne pouvons pas faire qu'ils abandonnent les organisations traîtres qui tiennent le devant de la scène pour engager la lutte contre le capitalisme. Mais nous pouvons leur donner notre exemple. Nous pouvons leur montrer ce que les travailleurs révolutionnaires d'un petit pays peuvent faire. Nous pouvons, nous les exploités, les sous-développés, les arriérés, les guider dans la voie vers le socialisme, dans la voie du progrès. Tous les biens ne sont pas matériels !

Le capitalisme a conquis la Terre. Il a transformé la planète et l'a modelée à son image. Le socialisme est universel; il ne peut aboutir que si les grandes puissances impérialistes sont abattues de l'intérieur par leur propre prolétariat.

Mais nous n'avons pas à attendre. Nous ne le pouvons pas. Et qui plus est, nous pouvons montrer qu'aux Antilles peut vivre un peuple de travailleurs, libre, indépendant, majeur, se gouvernant lui-même et capable de montrer au monde entier la voie à suivre. Un petit caillou dévie parfois le cours de grandes rivières.

Et dans la lutte elle-même, les travailleurs antillais et leur organisation révolutionnaire n'auront pas un rôle négligeable sur l'évolution des organisations américaines ou françaises. La Ligue Antillaise des Travailleurs Communistes se donne pour but - de regrouper les travailleurs, de les éduquer, de les aider au travers de la lutte pour l'indépendance à prendre conscience de leur état de travailleurs, de leurs intérêts de classe et du rôle indispensable et grandiose que la classe ouvrière joue et jouera dans la transformation socialiste du monde.

- d'associer à cette lutte tous ceux, de quelque origine qu'ils soient, qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et

d'adopter son point de vue de classe.

- d'engager la lutte morale, matérielle et physique pour l'indépendance politique de l'impérialisme français.

- de mettre en place, au cours même de la lutte pour l'indépendance, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

- de veiller par la propagande et l'organisation à ce qu'après l'indépendance, le peuple reste en armes jusqu'à ce que ses revendications aient abouti et qu'il soit en mesure, à tout instant, d'exercer le pouvoir sans que personne puisse l'accaparer et le lui ôter.

- à agir au sein des classes ouvrières américaine et française pour faire connaître les buts de la lutte des travailleurs antillais et pour aider les révolutionnaires des grandes puissances impérialistes à éduquer et à organiser la classe ouvrière des pays dits avancés pour lui faire prendre conscience de ses intérêts et de ses devoirs historiques.

Publié le 16 novembre 1965.

